

10 Grande interview

«Les paysans suisses serrent les poings, ressassent, ruminent»

BLAISE HOFMANN L'écrivain vaudois a fait un véritable carton avec son livre, pourtant intimiste, «Faire paysan». En prenant un peu de hauteur, il décrypte le phénomène du mouvement agricole, regrette les blocages institutionnels et parle d'un métier qui a besoin d'être revalorisé

PROPOS RECUEILLIS PAR RAPHAËL JOTTERAND
X @Raph_jott

Depuis la semaine dernière, un vent souffle sur les braises de la révolte, partout en Europe, pour dénoncer les conditions de travail des paysans et le peu de considération de la part des gouvernements, accusés de les noyer sous les taxes et un excès de bureaucratie. Avec leurs tracteurs, les agriculteurs français, belges ou allemands se sont rendus jusqu'à leur capitale respective pour faire part de leur désarroi, n'hésitant pas à renverser des camions étrangers remplis de vin ou à saccager des enseignes de la grande distribution.

En Suisse, les agriculteurs n'échappent pas au mouvement, à tel point que la population à parfois l'impression que la profession tend à se victimiser. Pourtant, les paysans de nos campagnes sont constamment confrontés à l'avis du peuple, qui remet leurs méthodes de travail en question lors de fréquentes votations. En mars 2023, l'écrivain Blaise Hofmann a publié *Faire paysan*, ouvrage à l'incroyable succès qui évoque justement ce métier pas comme les autres. Le portrait d'une agriculture suisse qui nourrit autant d'espoirs que de doutes.

En France et ailleurs en Europe, les paysans défilent dans les rues avec leur tracteur. Pourquoi cette révolte maintenant? Ces derniers mois, j'ai pu présenter *Faire paysan* à Colmar, Saint-Malo, Toulouse, Montpellier, dans le Jura français ou à Bruxelles: je me suis rendu compte que la crise agricole touche toute l'Europe, Suisse comprise. Le lexique change, mais les problèmes sont les mêmes, depuis des années: disparition des exploitations, complexité administrative, hausse des coûts de production, diminution des revenus, manque de considération.

Pourquoi les paysans de nos villages ne sont pas sur des barrages, devant les préfectures ou dans les rues? Rappelons que les Français ont aussi commencé par retourner les panneaux de leurs villages en novembre dernier... mais en effet, je doute que la situation s'embrace de la même manière en Suisse. Chaque fois que je demandais à des paysans pourquoi ils ne se révoltaient pas plus, ils me répondaient: «On n'a pas le temps!» Une réponse qui cachait évidemment d'autres raisons. Il leur est difficile de s'en prendre à ceux qui achètent leurs produits, même à très bas prix; les dernières grèves du lait n'ont rien donné; les blocages ne font pas partie de notre culture. On peut aussi évoquer un manque de solidarité dans la profession, une tendance à la victimisation passive, à l'intériorisation de cette colère. En Suisse, on serre les poings, on ressasse, on rumine. La colère

devient, hélas, parfois solitude, dépression, suicide.

Y a-t-il un conflit interne, par exemple, entre les agriculteurs conventionnels et bios? On l'a vu en 2021, certains paysans bios qui auraient voulu installer des affiches «OUI» aux initiatives anti-pesticides n'ont pas osé le faire par peur des réactions des collègues. Il y a des désaccords entre bios et conventionnels, mais aussi entre petits et grands exploitants, entre paysans de souche et néoruraux, entre plaine et montagne, etc. Il existe autant d'agricultures qu'il existe d'exploitations. C'est pour cela qu'il n'est pas simple de s'entendre sur une seule et même politique agricole.

En Suisse, la population reproche parfois aux paysans de se plaindre de tout. Pourtant, beaucoup de politiciens sont élus dans les parlements cantonaux mais aussi à Berne. Pourquoi rien ne change? Depuis les dernières élections fédérales, les paysans représentent 10% du Conseil national (pour seulement

«On atteint un seuil limite. C'est le dernier moment pour agir si on veut conserver une agriculture de proximité, à taille humaine»

2% de la population). Seulement voilà, pour agir, et surtout pour légiférer, il ne suffit pas de siéger, il faut que ces parlementaires maîtrisent parfaitement l'allemand, aient un solide réseau (hors agriculture), une compréhension juridique du système, du charisme, qu'ils soient capables de dialoguer avec la gauche, qu'ils ne siègent pas en même temps dans des conseils d'administration agro-industriels... Bref, ce n'est pas gagné.

Ils sont donc mal organisés au sein de la profession? Mardi, l'Union suisse des paysans (USP) a surfé sur la vague contestataire pour publier un communiqué, revendiquant des mesures très prudentes et lançant une pétition en ligne qui aura l'effet qu'ont généralement les pétitions en ligne: aucun. Il faut se souvenir que l'an dernier, l'USP s'est alliée à Economiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers et l'Union patronale suisse, appuyant ainsi tous les accords de libre-échange, considérant aussi que l'agriculture est un business comme un autre. Dans sa pétition, l'USP souhaite une hausse

de 5 à 10% des prix aux producteurs... mais ne parle ni d'un possible observatoire des marges, ni de lois contraignantes pour la grande distribution.

Que ce soit en France avec le Rassemblement national ou en Suisse avec l'UDC, cette thématique est élargie à la droite souverainiste. Pourquoi personne d'autre ne s'en préoccupe? J'espère que les paysans du groupe Facebook «Révolte agricole suisse» sauront éviter les récupérations politiques. C'est là ma grande tristesse. J'ai eu l'occasion de présenter mon livre au Groupe agricole du Grand Conseil vaudois, et j'ai été témoin de l'absence totale de communication possible entre Les Vert-e-s et l'UDC. Pourtant ces deux partis revendiquent une agriculture «durable», économiquement, socialement, écologiquement. Il est question de nourriture, de transmission, de paysage. Peut-être qu'une politique alimentaire, plutôt qu'une politique agricole, serait plus rassembleuse.

Dans votre livre, vous citez Fernand Cuhe, ex-leader syndical de l'Union des producteurs suisses, qui dénonce le fait que les paysans «n'ont plus envie de se battre». Y a-t-il une forme de fatalité? Fernand Cuhe s'enflammait en me racontant les blocages à la frontière, devant le siège de Micarna ou dans les supermarchés. Ces événements se font rares ces dernières années. Il faut dire aussi que depuis trente ans, l'Etat bride le monde agricole avec ses paiements directs. Un agriculteur est souvent à moitié fonctionnaire, puisque 40 à 70% de son gagne-pain vient de l'Etat. Voilà aussi pourquoi depuis une semaine, le soulèvement des agriculteurs fait du bien. C'est un acte d'indépendance, de dignité.

Sans révolte, est-il possible que le peuple comprenne l'importance de l'agriculture pour la société? On peut critiquer la timidité des actions, mais cela a déjà suffi à créer des discussions, et surtout, je l'espère, à rapprocher consommateurs et producteurs.

Vous insistez dans votre livre sur le fait que les enfants – y compris à la campagne – ne voient plus ni vaches, ni tracteurs au quotidien, ce qui a brisé le lien du cœur avec la paysannerie. Un retour en arrière est-il possible ou ce lien est-il rompu définitivement? En 1950, un Suisse sur cinq était paysan, alors que ces derniers ne représentent plus aujourd'hui que 2% de la population. Malgré ces chiffres, il me semble qu'une forme de sensibilité paysanne subsiste. Chez nous, les villes sont trop petites. Je l'ai vu avec mon livre, tant de gens m'ont raconté leur lien avec le monde agricole, des souvenirs d'enfance, des vacances à la ferme, etc.

PROFIL

1978 Naissance dans une ferme à Villars-sous-Yens (VD).

2001 Licence en lettres (histoire, français, psychologie) à Lausanne.

2004 Premier livre, «Billet aller simple».

2008 Prix Nicolas Bouvier pour «Estive».

2016 et 2017 Naissance de ses deux filles Eve et Alice.

2018 Reprise d'un hectare de vignes familiales.

2024 Traduction allemande de «Faire paysan» (en mars), parution poche aux Editions Zoé (en avril). Sortie des «Mystères du Léman», aux Editions La Joie de lire (en mai).



Chaque année, la Suisse perd près de 1000 paysans. A qui la faute? Il y a une immense hypocrisie à dénoncer cette évolution quand on sait que tout le système tend vers ce but. Les paiements directs sont par exemple distribués en fonction du nombre d'hectares; on pousse donc les exploitations à grandir, à absorber les plus petites. Ce darwinisme rural est une volonté politique. Il suffirait pourtant que ces paiements tiennent compte du nombre de personnes actives sur la ferme, au lieu d'être limités à la surface.

Sans oublier le rôle de la grande distribution... La situation est connue depuis

juin 2022, grâce à l'enquête du *Temps* et de Heidi.news. Des marges scandaleuses, deux fois plus grandes qu'en France, une absence totale de transparence alors que du côté français, un observatoire des marges existe depuis quinze ans. Ces révélations ont eu des conséquences. Pour la population, Migros et Coop ne sont plus du tout sympathiques! Le duopole a beau investir des millions en propagande publicitaire pour clamer le soutien à une agriculture de proximité, la population sait qu'il est le fossoyeur de l'agriculture suisse. C'est maintenant aux parlementaires d'être plus déterminés, d'imposer des prix d'achat correspon-



LE QUESTIONNAIRE DE PROUST

Plutôt boire ou manger?

Chasselas ET gruyère.

Plutôt bio ou conventionnel?

Local, de saison, et si possible bio.

Le temps, c'est de l'argent?

Pas forcément en écriture.

Le cliché qui vous agace le plus?

Les Suisses sont riches.

Mais être auteur, ce n'est pas un vrai métier?

«C'est une bonne situation, ça, scribe?»

La seule chose que vous emmèneriez sur une île déserte?

«Le Temps», évidemment.

La dernière fois que vous avez songé à tout quitter pour enfiler les bottes?

Hier en allant tailler ma vigne.

La classe de Federer ou la hargne de Wawrinka?

Plutôt Bacsinszky, Bencic ou Golubic.

Blaise Hofmann:
«Aujourd'hui, nos 2,8 milliards annuels de paiements directs servent surtout à enrichir les intermédiaires.»
(REVEROLLE, 27 AVRIL 2023/
EDDY MOTTAZ/
LE TEMPS)

dant aux coûts de production (90 ct/l de lait, par exemple), de mettre fin à l'importation de fruits et légumes hors saison et de faire enfin passer l'initiative parlementaire «Pour un observatoire des prix efficace dans les filières agroalimentaires» qui piétine depuis septembre 2022!

En plus de Coop et Migros, vous êtes encore plus dur avec Fenaco-Landi, une structure méconnue du grand public et aux mains des agriculteurs. Etes-vous en train de dire que les paysans se tirent une balle dans le pied en s'en remettant à leur propre entité? La Fenaco n'a de «coopérative» plus que le nom. Elle

est devenue trop grande. On parle toujours de l'hydre à deux têtes Coop-Migros, mais il y a une troisième tête, plus petite, la Fenaco, avec tout de même 8 milliards de chiffre d'affaires. On ne pourrait plus aujourd'hui s'en passer mais j'ai souhaité réfléchir aux ravages que génère cette concentration de pouvoir entre trois acteurs. La Fenaco a par exemple avalé presque toutes les coopératives cantonales, elle est devenue l'interlocutrice incontournable des paysans. C'est une structure verticale qui va de la vente des semences à l'achat des récoltes, en passant par la transformation et la

distribution des produits par ses antennes Volg et Landi. Il y a une maîtrise totale de la chaîne (prix, calibre, quantité, etc.) au détriment de l'indépendance des paysans.

En tant que fils d'agriculteurs, quel regard portez-vous sur l'évolution du métier? Allez, un point positif. Quand j'avais 10 ans, le mot «paysan» était une insulte qui résonnait comme «péouais» ou «péquenot». Aujourd'hui, il est amusant d'entendre des politiciens se valoriser en revendiquant des racines paysannes; c'est devenu un gage d'équilibre, de stabilité. Depuis la pandémie et la guerre en Ukraine, il y a une revalorisation du métier, une volonté de retour à la terre. On le constate par l'engouement des jeunes pour les écoles d'agriculture. On le voit aussi dans le traitement médiatique: on ne parle plus uniquement de coopératives participatives écoresponsables, on se passionne désormais pour l'agriculture majoritaire.

L'agriculture a besoin de soutien mais doit-elle aussi faire sa propre autocritique? Bien sûr. Les années 1960-1990 ont été catastrophiques pour l'écologie. On rencontre dans les campagnes beaucoup de paysans trop convaincus, surtout chez les plus de 50 ans. Trop susceptibles aussi. Quand on ques-

tionne leur pratique agricole, ils ont l'impression qu'on les critique, eux, leur métier, leur famille, leurs aïeux. Mais ce questionnement est légitime.

Quelle direction l'agriculture va-t-elle prendre ses prochaines années? La seule certitude que j'ai acquise durant mon enquête, c'est que ceux qui proposent des solutions simples se trompent. Ce sujet est si complexe. Mon livre n'est pas un manuel, je ne donne pas de réponses, j'ai simplement donné la parole à des gens du métier. Ce que je constate toutefois, c'est qu'on arrive à un moment charnière. On atteint un seuil limite. C'est le dernier moment pour agir si on veut conserver une agriculture de proximité, à taille humaine.

Pourtant en Suisse, on a quand même l'impression d'être loin de ce qu'il se passe ailleurs... Oui, il y a des paysans qui s'en sortent bien. Avec des exploitations qui n'ont pas trop de dettes, qui ont de grandes surfaces en zone «colline», avec plus de paiements directs, un label AOP qui permet une bonne rémunération, etc. Mais rappelons quelques chiffres. En Suisse, les paysans gagnent en moyenne 17 francs de l'heure. Leurs coûts de production ont augmenté de 14% en 2022. Le lait, qui était payé 1,07 franc le litre en 1991, ne

vaut plus que 60 centimes. Aujourd'hui, nos 2,8 milliards annuels de paiements directs servent surtout à enrichir les intermédiaires.

Est-ce qu'un jour on pourrait se séparer de ce système? A quand une initiative populaire pour abolir les paiements directs (*rire*)? C'est un sport national chez les agriculteurs de critiquer ces paiements mais si on leur enlève 1% de prestations, ils s'insurgent. Idéalement, une rémunération juste remplacerait avantageusement ces paiements, mais en attendant, il n'y a pas de meilleures solutions. Il faut rappeler aussi deux avantages: ils tombent directement dans la poche des producteurs et ils ont permis à la Suisse de prendre une longueur d'avance en matière d'écologie il y a vingt ans.

Finalement, votre livre «Faire paysan» avait tout pour rester très confidentiel. Comment expliquer un tel carton sur un sujet a priori loin des habitudes de lecture? Ce livre est simplement arrivé au bon moment. La société est mûre pour prendre en main cette thématique. Dans les villes, il y a une énorme curiosité pour ce qui se passe dans les fermes. Et dans les campagnes, une fois qu'ils s'y mettent, les paysans ont un plaisir immense à raconter leur métier! ■



Dans les vignes avec son père Walti. (2022, VILLARS-SOUS-YENS/VINCENT GUIGNET)



Voyage en famille de sept mois en Asie, qui a inspiré «Deux petites maîtresses zen». (BIRMANIE, 2019-2020/DR)



Avec des amis au Soudan, lors du voyage d'un an et demi duquel a découlé son premier livre, «Billet aller simple». (KHARTOUM, 2002/DR)